

D 682 EL SALVADOR: LES DETONATEURS DE LA
TENTATIVE D'INSURRECTION

Comme annoncé, une tentative d'insurrection a été lancée par le Front Farabundo Marti de libération nationale vers la mi-janvier 1981 (cf. DIAL D 670). La tentative semble avoir échoué. Elle a, par contre, provoqué la reprise de l'aide militaire des Etats-Unis à la junte salvadorienne (cf. DIAL D 668).

L'occasion du déclenchement de cette offensive était la prochaine arrivée au pouvoir du président Reagan. Plus profondément, les chefs de la guérilla ont voulu tirer parti du choc considérable dans l'opinion publique de l'assassinat de cinq des membres du comité exécutif du Front démocratique révolutionnaire, le 27 novembre 1980; ainsi que de l'assassinat des quatre religieuses nord-américaines, le 2 décembre suivant.

On se souvient en effet qu'au Nicaragua, tout avait commencé à basculer politiquement et militairement avec l'assassinat de Pedro Chamorro, directeur du journal d'opposition (cf. DIAL D 423). Mais les situations ne sont pas semblables.

Ci-dessous, deux déclarations: l'une sur l'assassinat des membres du Front démocratique révolutionnaire, l'autre sur le meurtre des religieuses nord-américaines et de deux prêtres salvadoriens.

A noter à ce propos une phrase de l'éditorial "Orientación" du 14 décembre 1980: "Et tout cela se produit dans notre pays "chrétien". Les "marxistes" de Nicaragua n'ont tué aucun prêtre. Les "chrétiens" d'ici se spécialisent en archevêques, en prêtres et en religieuses."

Note DIAL

1- Déclaration de "Secours juridique" sur l'arrestation et l'assassinat des membres du Front démocratique révolutionnaire (28 novembre 1980)Les faits

Dans la matinée du jeudi 27 novembre, à l'externat San José, se trouvaient réunis Enrique Alvarez Córdova, ingénieur, président du comité exécutif du Front démocratique révolutionnaire (FDR); Juan Chacón, ouvrier, secrétaire général du Bloc populaire révolutionnaire; Manuel Franco, étudiant universitaire, membre du Parti de l'union démocratique nationaliste; Humberto Mendoza, étudiant universitaire, membre du Mouvement de libération populaire; et Enrique Barrera, membre du Mouvement national révolutionnaire. Tous faisaient partie du comité exécutif du FDR.

Dans les locaux du collège se trouvaient également Doroteo Hernández, un ouvrier qui était venu au bureau de Secours juridique pour demander une assistance judiciaire.

D'après ce qui nous a été dit par la suite, les membres du FDR s'étaient réunis pour donner une conférence de presse pour dénoncer devant l'opinion publique nationale et internationale l'offensive d'anéantissement lancée contre notre peuple par le régime militaire et la Démocratie chrétienne.

A 11 h 20 du matin, par effet de surprise et de façon planifiée, sont entrés dans le collège, à bord de plusieurs véhicules, une centaine d'individus la plupart en civil et armés de mitraillettes ou de fusils G 3. Ils ont encerclé le bâtiment du collège et une trentaine d'entre eux ont brutalement pénétré à l'intérieur.

Les enseignants, le personnel administratif et les autorités religieuses du collège, ainsi que quelques pères de famille, élèves et membres de Secours juridique de l'archevêché, nous avons tous été contraints de nous coucher sur le sol à plat ventre, position dans laquelle nous avons fait l'objet d'insultes, de menaces et d'une inspection individuelle minutieuse. En même temps ils se sont dirigés vers la salle où se trouvaient les membres du FDR pour les prendre et les emmener dans une direction inconnue. L'opération a duré vingt minutes environ.

A 4 h de l'après-midi du même jour une nouvelle opération eut lieu, semblable à la précédente. Une trentaine d'individus en civil et fortement armés sont revenus au collège. Ce n'est qu'au bout de vingt minutes après leur arrivée qu'ils se sont identifiés comme étant des agents de la police nationale. Ils venaient, d'après leurs dires, procéder aux premières enquêtes sur les événements de la matinée. Certains agents ont eu un comportement menaçant envers les membres de notre bureau.

Pendant la nuit, sur la route d'Apulo, dans le canton d'Asino, juridiction de Llopango, on a trouvé les cadavres de Juan Chacón, de Manuel Franco, d'Humberto Mendoza, d'Enrique Escobar Barrera et de Doroteo Hernández. Ce matin, 28 novembre, on a trouvé dans la même région le cadavre d'Alvarez Córdoba. Tous présentaient d'horribles traces de tortures et d'impacts de balles. Par un carton signé "Escadron de la mort, brigade Maximiliano Hernández Martínez", cette organisation revendiquait la responsabilité des assassinats.

Suite à ces faits, Secours juridique de l'archevêché de San Salvador, témoin oculaire, déclare ce qui suit:

1) A propos de l'identité des séquestrateurs et vu les circonstances des arrestations, nous pouvons affirmer qu'il s'agit des mêmes éléments qui, sous la coordination ou avec l'aval des forces de sécurité publique, s'emploient à assassiner impunément notre peuple. Ce sont les mêmes éléments qui, selon les circonstances, se présentent tantôt comme membres des forces de sécurité tantôt comme membres de l'Escadron de la mort, de l'Union guerrière blanche, etc.

2) L'absence d'enquêtes sur ces assassinats exécrables de la part de la junte gouvernementale, à l'égal de ce qui s'est passé avec la mort sacrilège de notre pasteur bien-aimé Mgr Oscar Romero, ne sert qu'à démontrer une fois de plus la complicité de la junte dans la préparation et l'exécution de telles opérations.

3) Nous présentons nos sincères condoléances aux familles des victimes et nous réaffirmons notre solidarité chrétienne avec le peuple.

San Salvador, le 28 novembre 1980

2- Communiqué de Mgr Rivera y Damas sur l'assassinat de quatre missionnaires nord-américaines et de deux prêtres salvadoriens (décembre 1980)

L'évêque, les prêtres et les religieuses du diocèse de San Salvador s'adressent aux chrétiens, au peuple salvadorien, à tous les hommes et femmes de bonne volonté dans le monde entier pour leur parler clairement et énergiquement sur les derniers et cruels événements qui se sont produits contre l'Eglise du pays.

Comme maîtres, nous sommes dans l'obligation de dire la vérité. Comme pasteurs, nous devons accompagner, orienter et encourager le peuple de Dieu car il est, pour l'heure, terrorisé et impuissant devant tant de barbarie. Nous prenons la parole en raison de la responsabilité qui nous incombe au nom du Seigneur et au nom des souffrances du peuple salvadorien. Nous n'avons d'autre intérêt que celui de remplir notre mission de pasteurs.

1- Nous tenons d'abord à clarifier les faits les plus récents et les plus cruels de persécution de l'Eglise.

Nous dénonçons et nous condamnons avec toute notre énergie la disparition du Père Marcial Serrano, curé de Olocuitla, le 28 novembre dernier et qui, selon toutes les apparences, a été assassiné (1). Le Père Serrano venait de célébrer la messe à Chaltipa et revenait à sa paroisse. Mais au lieu d'une célébration de la messe à la paroisse, des témoins l'ont vu faire le chemin inverse accompagné de militaires. Le prêtre a depuis disparu. Sa voiture a été trouvée au poste de la Garde nationale avec la plaque minéralogique changée à San Miguel Tepezontes. Les agents de la garde ont affirmé qu'ils avaient ramené cette voiture abandonnée quelque part par là. Mais des témoins contredisent cette version car ils n'ont pas vu la voiture à l'endroit indiqué ni les agents venir la chercher.

Nous dénonçons et condamnons énergiquement l'enlèvement, la torture, le viol (très probable pour trois d'entre elles), et l'assassinat des Soeurs Maura et Ita de la congrégation de Maryknoll, de Soeur Dorothy de la congrégation des Ursulines du diocèse de Cleveland, et de Melle Jean Donovan, missionnaire laïque. Le 2 décembre, Soeur Dorothy et Melle Donovan travaillant à la paroisse de Libertad sont allées accueillir à l'aéroport les deux autres soeurs. Sur le chemin du retour vers Libertad, les quatre ont été enlevées. Quelque temps après, au moment des recherches, leur voiture a été trouvée complètement incendiée, au km 41, à peu de distance de l'endroit où, quelques heures plus tôt, se trouvait un détachement des forces de sécurité ayant arrêté avant deux voitures de prêtres et de religieuses.

(1) Quelques jours plus tard, deux gardes nationaux ont avoué avoir assassiné le prêtre et jeté son cadavre dans le lac de Llopango. Les gardes n'ont pas été inquiétés (NdT).

Nous dénonçons et nous condamnons la disparition du Père Ernesto Abrego. Le 23 novembre il arrivait du Guatemala en voiture avec plusieurs membres de sa famille. On ignore toujours où ils se trouvent. Tout porte à croire qu'il a été également assassiné. (2)

2- Ces faits criminels de persécution de l'Eglise sont le point culminant de quatre années de répression. Cette répression a augmenté en quantité et en cruauté en cette année 1980, coïncidant ainsi avec la nouvelle direction politique du pays sous la conduite des militaires du Parti démocrate-chrétien. Cette année a été assassiné Mgr Oscar Romero, pasteur et prophète de l'Eglise et du peuple salvadorien, en compagnie de deux prêtres, les Pères Spessotto et Manuel Reyes, d'un séminariste à la veille de son ordination, ainsi que d'un grand nombre de catéchistes, de délégués de la parole et de fidèles. Cette année, les agents de pastorale, prêtres, religieux, religieuses et catéchistes, ont été menacés de mort, arrêtés, enlevés, et leurs maisons perquisitionnées, mitraillées ou plastiquées. Des attentats identiques ont été commis contre des collègues catholiques, des locaux de l'archevêché de San Salvador comme l'imprimerie Criterio, la station radio YSAX et Secours juridique. Cette année on a profané des églises en les mitraillant, en assassinant leurs occupants et en s'en prenant même en plusieurs cas au Saint-Sacrement.

En résumé, au cours de cette année, l'Eglise s'est vue attaquée dans tous ses secteurs, dans ses agents de pastorale, dans ses institutions d'éducation et dans ses moyens de communication sociale. Elle a été l'objet d'une persécution cruelle et systématique; malgré les promesses du gouvernement, cette persécution, loin de diminuer, a au contraire augmenté comme le montrent les faits les plus récents.

3- Tandis que nous assistons, horrifiés et impuissants à tous ces actes, nous devons constater que dans les médias commerciaux comme dans les déclarations officielles des forces armées et de la junte gouvernementale, le plus souvent on tait, on déforme et on falsifie les faits et leur interprétation. Par ailleurs les moyens de communication de l'Eglise sont réduits au silence à coups de bombes et d'assassinats, comme c'est le cas le plus notoire pour Radio YSAX.

Dans une telle situation nous avons l'obligation sacrée de dire la vérité sur la persécution de l'Eglise et sur les responsables. L'Eglise est persécutée parce qu'elle dit la vérité qui dérange les puissants, et parce qu'elle a fait le choix prioritaire des pauvres dans notre pays; ceux-ci ont été depuis des siècles opprimés par des structures injustes et ils continuent aujourd'hui d'être opprimés et, de plus, réprimés avec une virulence qui frise l'inconcevable.

Les responsables directs de cette persécution cherchent à se disculper en avançant l'argument facile de la violence de droite et de gauche ou en se réfugiant derrière l'appareil politique et militaire prépotent. Pourtant, au cours des quatre années ou presque de persécution de l'Eglise, il est évident que la plupart des actions perpétrées contre l'Eglise l'ont été par des membres des forces de sécurité et des organisations paramilitaires. C'est pourquoi nous repoussons les interprétations jetant la faute sur d'autres groupes sociaux, comme l'ont parfois affirmé certains membres du gouvernement.

(2) Effectivement, le 2 décembre on découvrait les cadavres enterrés au cimetière de Juayúa.

4- Aussi rejetons-nous la responsabilité de la persécution de l'Eglise, plus spécifiquement des assassinats de prêtres et d'agents de pastorale, sur les forces de sécurité et les bandes d'extrême-droite. En conséquence, nous en rejetons aussi la responsabilité sur la junte gouvernementale, laquelle, par l'exercice du commandement suprême des forces armées, est responsable des actes de leurs membres.

Nous regrettons que les gouvernements antérieurs à la junte et la Junte révolutionnaire de gouvernement elle-même n'aient pas tenu leur promesse de tirer au clair les actes criminels d'assassinat pratiqués contre Mgr Romero, les prêtres, les religieuses et les agents de pastorale. C'est pourquoi leurs déclarations n'ont aucune crédibilité et nous ne pouvons accepter leurs excuses habituelles après de tels actes, ni leurs promesses d'enquêtes approfondies.

Seul un arrêt immédiat et réel de la répression et de la persécution pourrait signifier la volonté claire d'en finir avec elles et relever la junte de sa responsabilité en la matière. Seul l'arrêt immédiat de la répression et de la persécution redonneraient une crédibilité aux offres répétées de dialogue pour la pacification du pays. Sinon, ^{c'est} le blocage de toutes les possibilités d'une paix véritable dans le pays par des moyens non-violents.

5- Les derniers assassinats sont marqués du fait que les victimes en sont trois religieuses et une missionnaire laïque nord-américaines. Ces personnes, venues chez nous pour donner généreusement leur vie dans l'abnégation, méritent notre admiration et notre reconnaissance. Elles nous montrent en quoi consistent la vraie grandeur, la solidarité et l'aide de nombreux chrétiens et chrétiennes de ce pays qui est notre voisin, les Etats-Unis. Mais elles nous montrent aussi ce que ne doit pas être l'aide du gouvernement des Etats-Unis à El Salvador. C'est pourquoi nous exigeons du gouvernement des Etats-Unis, ainsi que l'avait demandé en geste prophétique notre archevêque martyr, Mgr Romero, qu'il n'accorde pas d'aide militaire à notre gouvernement. En dépit de toutes les déclarations sur sa finalité, l'aide militaire facilite toujours la répression du peuple et la persécution de l'Eglise.

6- Telle est notre parole de vérité. Mais nous voulons aussi donner une parole d'encouragement et d'espérance aux chrétiens et au peuple subissant une cruelle persécution, ainsi qu'une parole de solidarité à nos agents de pastorale pour qu'ils ne se croient pas abandonnés par leurs pasteurs au milieu de si dures épreuves.

La persécution est signe de l'authenticité de l'Eglise, car elle la rend semblable à Jésus-Christ, son divin fondateur, Lui aussi a été persécuté parce qu'il disait la vérité et avait choisi les pauvres; parce qu'il la faisait jaillir de la douleur et de la souffrance du peuple pauvre. C'est pourquoi nous ne pouvons pas défaillir. Une Eglise persécutée est aujourd'hui, comme Jésus-Christ, le serviteur de Dieu qui porte sur ses épaules le péché du monde, le péché de l'injustice et de la répression. Une telle Eglise finit toujours crucifiée et de nombreux chrétiens sont aujourd'hui conduits vers la croix.

Mais dans la foi nous savons que cette croix mène à la glorieuse résurrection en Jésus Christ et à la libération historique. Celle-ci abou-

tira à une société plus juste et fraternelle, où il y aura la paix véritable, où la peur et la terreur céderont la place à la fraternité et à la joie.

Comme chrétiens nous croyons que les cadavres d'Ita, de Maura, de Jean et de Dorothy, ces quatre femmes chrétiennes qui ont donné leur vie pour les pauvres, sont le gage de l'espérance et de la force chrétiennes, de la justice pour les pauvres et de la paix tant désirée par tous les salvadoriens.

Nous sommes en Avent, qui est un temps d'attente et d'espoir. Nous avons confiance en Dieu. Soyons fidèles à notre choix prioritaire des pauvres et partageons leurs souffrances. Le jour est proche où l'espérance se fera réalité, où la justice et la paix existeront pour les pauvres. En attendant, rappelons-nous le fondement de notre espérance: "N'ayez pas peur, nous dit le Christ, j'ai vaincu le monde".

Arturo Rivera y Damas, évêque
administrateur apostolique du diocèse de San Salvador

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441